



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Présentation des résultats de l'étude sur l'analyse de la pauvreté des enfants à Madagascar**

**Antananarivo, le 21 février 2012** – L'Université d'Antananarivo et l'UNICEF présentent ce jour aux décideurs gouvernementaux et à la société civile les résultats de l'étude sur l'analyse de la pauvreté des enfants à Madagascar. Cette étude révèle que malgré quelques progrès, un nombre important d'enfants reste toujours laissé pour compte et victime de nombreuses privations.

Les enfants malgaches sont fortement touchés par différentes privations en matière de nutrition, de santé, d'éducation, de logement, d'eau et d'assainissement, de protection et d'accès à l'information. A Madagascar, un pays qui compte 10 millions d'enfants de moins de 18 ans, soit 53.4% de la population totale, plus de 8 millions d'enfants malgaches vivent en dessous du seuil de la pauvreté. Entre 2005 et 2010, la pauvreté monétaire s'est dégradée, passant de 76.6% à 82% pour les enfants de moins de 18 ans.

Les privations sont toutes aussi importantes que critiques: 84.5% des enfants de moins de 18 ans habitent dans un logement avec 4 personnes ou plus par chambre ou dans un logement sans plafond. Quant à la privation en assainissement, elle touche 47% des enfants de moins de 18 ans qui n'ont pas de toilettes ou de système d'évacuation d'excréments. La privation en matière de santé est aussi importante : 1 enfant de moins de 2 ans sur 2 n'a pas reçu les huit vaccins nécessaires tandis que 13.3% des enfants de 12-23 mois n'ont jamais été vaccinés. 1 enfant sur 2 de moins de 5 ans a un retard de croissance. En matière d'éducation, 14.2% des enfants de 6-17 ans n'ont jamais fréquenté l'école. Concernant l'accès à l'information, 27.5%

des enfants n'ont accès ni à la radio, ni à la télévision, ni à aucune autre source d'informations.

*« Cette étude a pour objectif de montrer les aspects multidimensionnels de la pauvreté des enfants à Madagascar afin d'apporter quelques éclairages pour les actions futures. Les résultats devraient permettre de mieux prendre en compte les spécificités des enfants dans la conception et la mise en œuvre des politiques nationales de développement », a souligné Christine Weigand, chef de la section Politique Sociale à L'UNICEF Madagascar.*

La recommandation majeure sera d'influencer les débats politiques sur l'augmentation des dépenses dans les secteurs sociaux en intégrant le concept de la pauvreté et de privation des enfants dans la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté./.

**UNICEF MADAGASCAR - [www.madagate.com](http://www.madagate.com)**